



"Daddy" n'est guère plus qu'un enfant gâté qui a la main sur le bouton nucléaire.

## Papa va à Davos

**Lors d'un discours à Davos, Trump apparaît comme une menace pour l'État de droit partout dans le monde.**

*Scott Ritter*

sam. 31 janv. 2026

En juin 2025, lors du sommet de l'OTAN à La Haye, aux Pays-Bas, le président Donald Trump, [s'exprimant aux côtés du secrétaire général de l'OTAN Mark Rutte](#), a comparé Israël et l'Iran à « deux enfants dans une cour d'école » qui se sont livrés à une « grande bagarre ».

Trump faisait référence à la récente guerre des 12 jours entre Israël et l'Iran, une guerre déclenchée par Israël avec l'autorisation et la coordination des États-Unis, et qui n'a pris fin qu'après la participation des États-Unis au bombardement de l'Iran.

« Vous savez, a déclaré Trump, ils se battent comme des diables. On ne peut pas les arrêter. Laissez-les se battre pendant deux ou trois minutes, puis il est facile de les arrêter. »



Lors du sommet de l'OTAN en juin 2025, où cette séquence a eu lieu. Source : <https://www.youtube.com/watch?v=7WzmJQDaHMQ&t=1s>

Mark Rutte est alors intervenu : « Papa doit parfois utiliser un langage fort pour les faire taire. »

Trump a fait référence aux commentaires de Rutte plus tard, lors d'une conférence de presse le même jour, affirmant qu'il pensait que Rutte avait utilisé ce mot avec affection. « Papa, tu es mon papa », a déclaré Trump en souriant.

Le lendemain, la Maison Blanche a [publié un mème](#) sur X intitulé « Papa est à la maison ».

Trump adorait l'idée d'être le « papa » de l'Europe.

Mais être « papa » signifie que vous ne vous contentez pas d'établir les règles, vous devez également montrer l'exemple en les respectant.

La semaine dernière, « papa » s'est rendu à Davos pour assister au Forum économique mondial. [Dans un discours décousu](#), « papa » a déploré le fait que, même s'il avait « aidé » l'Europe et l'OTAN, ses « enfants » ne l'« aimaient » plus parce qu'il voulait prendre le contrôle du Groenland.

« Ils m'appelaient « papa », n'est-ce pas ? » a déclaré Trump. « La dernière fois ? [Un] homme très intelligent a dit : « C'est notre papa. C'est lui qui dirige. » C'était vrai, je dirigeais. Je suis passé de dirigeant à être un être humain horrible. »

L'anxiété de l'Europe trouvait son origine dans les déclarations faites par Trump avant son arrivée à Davos, où il avait déclaré qu'il envisageait « toute une série d'options » pour acquérir le Groenland, y compris par la force militaire.

Trump justifiait sa décision non par un danger imminent menaçant les États-Unis, mais par son obsession de tirer un avantage personnel de la possession. « La propriété est très importante », a déclaré Trump dans son interview, « car c'est ce dont j'ai besoin psychologiquement pour réussir. Je pense que la propriété vous donne quelque chose que vous ne pouvez pas obtenir avec un bail ou un traité. La propriété vous donne des choses et des éléments que vous ne pouvez pas obtenir en signant simplement un document. »

Pas de traité, pas d'accord. Juste l'acte de propriété, s'il vous plaît.

Même si vous ne voulez pas vendre.

Il fut un temps où les États-Unis faisaient au moins semblant de chercher à adhérer à un ordre fondé sur des règles. Dans le document sur la stratégie de sécurité nationale de 2022 publié par l'administration du président Joe Biden, les États-Unis ont fait mine de reconnaître l'importance de défendre « les lois et principes fondamentaux qui régissent les relations entre les nations, y compris la Charte des Nations unies et la protection qu'elle offre à tous les États contre l'invasion par leurs voisins ou le redécoupage de leurs frontières par la force ».

Mais en réalité, les États-Unis étaient davantage préoccupés par l'ordre international fondé sur des règles, un système « d'institutions, de normes et de standards régissant le commerce et les investissements internationaux, la politique économique et la technologie » créé à la fin de la Seconde Guerre mondiale, qui « favorisait les objectifs économiques et géopolitiques des États-Unis et profitait aux populations du monde entier en façonnant les interactions entre les gouvernements et les économies, et ce, d'une manière conforme aux intérêts et aux valeurs des États-Unis ».

L'objectif principal des États-Unis à l'époque était simple : préserver cet « ordre international libre, ouvert, prospère et sûr ».

Il est apparu que l'ordre international prétendument fondé sur des règles n'était qu'une imposture, et ceux qui y avaient consenti en étaient parfaitement conscients.

Dans son [discours prononcé au Forum économique mondial de Davos](#) au début du mois, le Premier ministre canadien Mark Carney a exprimé cette vérité. « Pendant des décennies, des pays comme le Canada ont prospéré sous ce que nous appelions l'ordre international fondé sur des règles. Nous avons rejoint ses institutions, nous

avons loué ses principes, nous avons bénéficié de sa prévisibilité. Et grâce à cela, nous avons pu mener des politiques étrangères fondées sur des valeurs sous sa protection.»



Le premier ministre canadien Mark Carney lors de son discours spécial à Davos, le 20 janvier 2026.

Mais il y avait un hic. « Nous savions que l'histoire de l'ordre international fondé sur des règles était en partie fausse », a reconnu Carney, « que les plus forts s'exemptaient lorsqu'il leur convenait, que les règles commerciales étaient appliquées de manière asymétrique. Et nous savions que le droit international était appliqué avec plus ou moins de rigueur selon l'identité de l'accusé ou de la victime. Cette fiction était utile, et l'hégémonie américaine, en particulier, contribuait à fournir des biens publics : des voies maritimes ouvertes, un système financier stable, la sécurité collective et le soutien à des cadres de résolution des conflits. Ainsi, nous avons joué le jeu. Nous avons participé aux rituels et, dans l'ensemble, nous avons largement évité de dénoncer les écarts entre la rhétorique et la réalité. »

Carney a poursuivi : « Ce compromis ne fonctionne plus. Je vais être direct. Nous sommes en pleine rupture, et non en pleine transition. » Selon Carney, « les grandes puissances (c'est-à-dire les États-Unis) ont commencé à utiliser l'intégration économique comme une arme, les droits de douane comme un moyen de pression, les infrastructures financières comme un moyen de coercition et les chaînes d'approvisionnement comme des vulnérabilités à exploiter. »



Le problème, a fait remarquer Carney, est que « vous ne pouvez pas vivre dans le mensonge d'un bénéfice mutuel grâce à l'intégration, lorsque l'intégration devient la source de votre subordination. »

Carney a tenté d'agir en tenant compte du problème qu'il avait correctement identifié. Le 16 janvier, avant son engagement à Davos, le Premier ministre canadien [s'est rendu en Chine](#), où il a signé un accord préliminaire de principe visant à traiter les questions économiques et commerciales entre le Canada et la République populaire de Chine, dans le but de « diversifier nos partenariats commerciaux et de catalyser de nouveaux niveaux d'investissement massifs » de la part du premier concurrent économique des États-Unis, la Chine.

« Papa » n'était pas content.

« Si le gouverneur Carney pense qu'il va faire du Canada un « port de débarquement » pour que la Chine envoie ses marchandises et ses produits aux États-Unis, il se trompe lourdement », a posté Trump sur son compte Truth Social peu après le discours de Carney à Davos. Trump a menacé d'imposer des droits de douane de 100 % sur les importations canadiennes aux États-Unis si Carney allait jusqu'au bout de son « accord » avec la Chine.

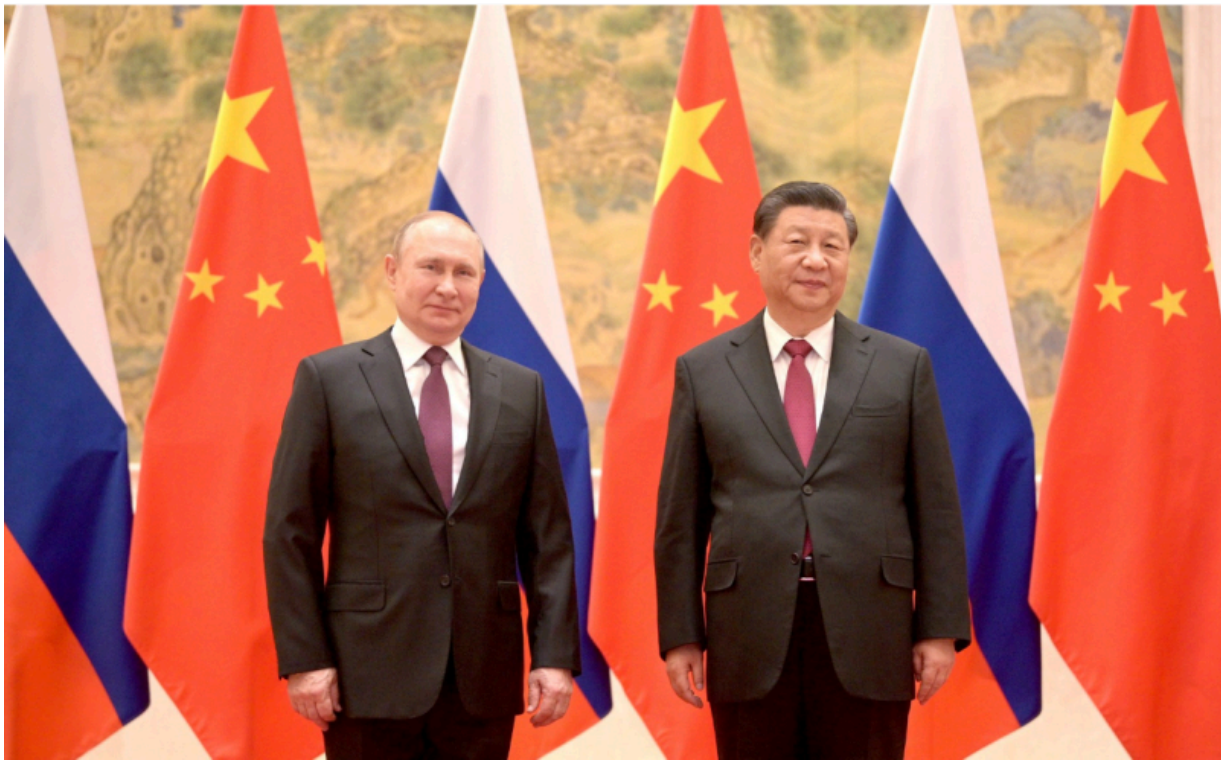
Carney s'est effondré comme un château de cartes, annonçant que le Canada n'avait « aucune intention » de conclure un accord de libre-échange avec la Chine, précisant que le Canada respecterait ses obligations au titre de l'accord commercial entre le Canada, les États-Unis et le Mexique, et ne conclurait pas d'accord de libre-échange sans en informer les deux autres parties à l'accord.

« On ne peut pas vivre dans le mensonge d'un bénéfice mutuel grâce à l'intégration, lorsque l'intégration devient la source de votre subordination », a déclaré Carney à Davos.

On ne saurait mieux dire.

L'ordre international fondé sur des règles est mort.

Vive « Papa » !



Vladimir Poutine s'est entretenu avec Xi Jinping, président de la République populaire de Chine, à Pékin. 4 février 2022 – Photo :

<http://en.kremlin.ru/events/president/news/67712>

Le Canada et l'Europe ne sont pas les seuls pays touchés par le phénomène « papa ».

La Russie et la Chine se positionnent depuis un certain temps déjà contre l'ordre international fondé sur des règles, prônant plutôt la primauté de la Charte des Nations unies. Comme Vladimir Poutine et Xi Jinping l'ont clairement indiqué dans leur [déclaration commune](#) du 4 février 2022, « la Russie et la Chine, en tant que puissances mondiales et membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies, ont l'intention d'adhérer fermement aux principes moraux et d'accepter leurs responsabilités, de défendre vigoureusement le système international avec le rôle central de coordination des Nations unies dans les affaires internationales, de défendre l'ordre mondial fondé sur le droit international, y compris les buts et principes de la Charte des Nations unies, faire progresser la multipolarité et promouvoir la démocratisation des relations internationales, créer ensemble un monde encore plus prospère, stable et juste, et construire conjointement des relations internationales d'un nouveau type. »

Le président russe Vladimir Poutine a réitéré cette position dans une déclaration faite au début du mois. « La Russie préconise le renforcement du rôle clé et central des Nations unies dans les affaires mondiales, l'organisation qui a célébré son anniversaire l'année dernière », a déclaré M. Poutine. « Il y a huit décennies, nos pères, nos grands-pères et nos arrière-grands-pères, sortis victorieux de la Seconde Guerre mondiale, ont réussi à s'unir, à trouver un équilibre entre leurs intérêts et à

s'accorder sur les règles et principes fondamentaux de la communication internationale, les inscrivant dans leur intégralité, leur exhaustivité et leur interconnexion dans la Charte des Nations unies. Les impératifs de ce document fondateur, tels que l'égalité, le respect de la souveraineté, la non-ingérence dans les affaires intérieures et la résolution des différends par le dialogue, sont aujourd'hui plus pertinents que jamais. »

« Le non-respect de ce principe fondamental et vital », a averti Poutine, « n'a jamais conduit à rien de bon et ne le fera jamais. »

« Papa » pourrait tirer profit d'une petite introspection fondée sur le sentiment exprimé dans la déclaration de Poutine. Dans [une interview décousue](#) accordée par Trump au *New York Times* début janvier 2026, lorsqu'on lui a demandé s'il pensait qu'il y avait des limites à son pouvoir, Trump a répondu : « Oui, il y a une chose. Ma propre moralité. Mon propre esprit. C'est la seule chose qui peut m'arrêter. »

Qu'en est-il du droit international, pourrait-on se demander.

« Papa » avait une réponse : « Je n'ai pas besoin du droit international. Je ne cherche pas à faire du mal aux gens », a ajouté Trump.

Les commentaires de « Daddy » sont intervenus quelques jours seulement après qu'il ait envoyé les forces spéciales américaines au Venezuela pour kidnapper le président vénézuélien Nicolas Maduro et son épouse, au mépris total du droit international. Cette attaque a causé la mort de plus de 100 personnes (tant pis pour « ne pas chercher à faire du mal aux gens »).

Alors que l'ordre international fondé sur des règles s'effondrait à Davos, une nouvelle organisation renaissait de ses cendres comme un phénix : le « [Board of Peace](#) », le projet égocentrique de « Daddy » visant à supplanter le Conseil de sécurité des Nations unies — c'est-à-dire le « droit international » — par la « moralité » propre à « papa ».



Davos, le 23 janvier 2026

Apparemment fondé sur la [résolution 2803 du Conseil de sécurité des Nations unies](#), qui approuvait un cadre en 20 points proposé par les États-Unis pour mettre fin à la guerre à Gaza, le « Conseil de paix » – créé par « Papa » à Davos lors d'une cérémonie de signature de la charte de la nouvelle organisation – fonctionne en dehors de tout mandat, contrôle ou influence des Nations unies.

Il s'agit du projet favori de « Daddy », le Conseil fonctionnant selon une structure centrée sur son président, dans laquelle « Daddy » Trump, en tant que président, détient l'autorité exclusive sur la composition du Conseil et toutes ses résolutions.

En vertu du droit international, le Conseil de paix n'a aucune autorité pour autoriser des missions de maintien de la paix, imposer des sanctions et négocier des cessez-le-feu. Ces prérogatives restent l'apanage exclusif du Conseil de sécurité des Nations unies.

Mais ne le dites pas à « Daddy ».

Pour lui, le droit international n'a aucune importance.

« Une fois que ce conseil sera complètement formé », a déclaré « papa » à Davos, « nous pourrons faire à peu près tout ce que nous voulons ».



Si « papa » a précisé que le Conseil de la paix fonctionnerait « en collaboration avec les Nations unies », il a également déclaré que les Nations unies n'avaient pas été à la hauteur de leur potentiel, rendant ainsi nécessaire la création du Conseil de la paix.

Plus inquiétante encore est l'idée que le Conseil de paix, sous la direction et les conseils de « Papa », verrait son mandat élargi pour relever des défis au-delà de Gaza. Le secrétaire d'État américain Marco Rubio a fait remarquer que si le conseil se concentrerait sur Gaza, il pourrait également « servir d'exemple de ce qui est possible dans d'autres parties du monde ».

Car c'est ce que veut « Papa ».

Et ce que « Papa » veut, « Papa » l'obtient, sinon « Papa » pique une crise de colère.

Demandez à Maduro.

Demandez à l'Iran.

Demandez à Poutine, qui a survécu à une attaque de 91 drones orchestrée par la CIA, apparemment sous l'autorité de « Papa ».

Car il s'avère que « papa » n'est guère plus qu'un enfant gâté, la main posée sur le bouton nucléaire.

Donald Trump a été investi 47e président des États-Unis le 20 janvier 2025.

Il lui reste trois ans à faire.

Que Dieu nous vienne en aide.

ÉTIQUETTES DE L'ARTICLE:

Rutte, Mark   Trump, Donald   Pays-Bas   ÉTATS-UNIS   L'OTAN   Biden, Joe   Carney, Mark  
Canada   Danemark   Groenland   États-Unis   Forum économique mondial WEF   Mexique  
Suisse   Chine   Poutine, Vladimir   Xi Jinping   Organisation des Nations Unies (ONU)   Palestine  
Venezuela   L'Iran   Conseil de sécurité des Nations unies   Analyse